Les communes n'ont pas de leçon à recevoir

Publication : lundi 18 avril 2016 12:50

Loiret agricole et rural, 8 avril 2016

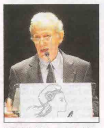
COLLECTIVITÉS LOCALES. Réunis en assemblée générale à Gien, les maires du Loiret ont consacré leurs de Fonctionnement.

Les communes n'ont pas de leçon à recevoir

« *Depuis 2010, nous vivons subi un flot incessant de réformes* » a déclaré Frédéric Cuillerier le samedi 2 avril à Gien. Le président de l'Association des Maires du Loiret (AML), qui s'exprimait lors de l'assemblée générale de l'entité, énuméra une litanie d'exemples parmi lesquels les lois de Finances 2015 et 2016. La première réduisit les dotations de l'État aux communes.

Quant à la seconde, elle réforme la Dotation globale de Fonctionnement (DGF)*. « *Le temps est venu de faire une pause dans les réformes.* » L'orateur cita trois domaines : la réorganisation des collectivités locales, la baisse des dotations de l'État et les normes.

« *Les nouvelles intercommunalités doivent devenir une force pour les territoires et non un boulet ! Alors que notre pays est inquiet (emploi, insécurité,*



Frédéric Cuillerier, président de l'AML, a ouvert les travaux.

impôts, etc.), les Français ont besoin de voir : la commune reste un socle stable au sein de la nation. L'État a également besoin de notre capacité d'action et de notre force de proximité : 500.000 élus municipaux composent une armée de fantassins bénévoles ! »

Un manifeste aux futurs candidats

Frédéric Cuillerier poursuivit son propos : « *Des centaines de communes éprouvent des difficultés à équilibrer leur budget, avec des effets négatifs sur l'emploi.* » En deux ans, les intercommunalités ont réduit leurs investissements de 14 %. ! « *Quant aux normes, elles sont synonyme de contraintes financières lourdes.* » Les communautés de communes sont assujetties à 400.000 normes !

Le président de l'AML réclama le report d'un an de la réforme des collectivités locales. Par ailleurs, il proposa d'envoyer aux futurs candidats à la présidence de la République ou à la députation un manifeste dans lequel les intéressés s'engageraient, jusqu'en 2020, à ne pas réformer les collectivités locales, à ne pas diminuer les dotations de l'État et à alléger le poids des normes. « *La ratification de cet engagement nous permettra de travailler dans la sérénité jusqu'à la fin de notre mandat. Le bloc communal n'est pas la variable d'ajustement des politiques nationales !* » Les collectivités locales représentent 71 % des investissements publics pour seulement 9 % de la dette : « *Nous n'avons pas besoin de leçons !* »

OLIVIER JOLY

*Le projet de loi de Finances 2016 comportait, dans sa version initiale, la disposition de la réforme de la DGF avec application prévue en 2016. Le Parlement a finalement décidé de reporter celle-ci à 2017.

Comme le veut la tradition, de nombreuses personnalités ont assisté à la réunion.

Phoca PDF